

On ferme

Le départ de la Télévision suisse romande vers des horizons vaudois augmente dans notre canton le désert médiatique. A part *Le Courrier*, le *GHI*, *Tout l'Immobilier* et *Léman Bleu*, il n'y a plus grand-monde dans les rédactions genevoises. Le mouvement s'accélère aujourd'hui, et les grands médias genevois ont soit fermé boutique (*La Suisse*, *le Matin*, *le Journal de Genève*), soit émigré en partie (*la Tribune*, *le Temps*, la *RTS*). Bien sûr il demeure une courte rubrique locale. Mais pas besoin d'un dessin pour comprendre que c'est surtout une perte pour l'image de Genève, ainsi que pour son importance de ville internationale. L'annonce de prochains départs de la Télévision romande est mal vécue par les milieux concernés, ainsi que par la population dans son ensemble; et il est possible que d'autres déménagements ad-

viennent encore: magazines, sports, culture... Or cette désertification doit être considérée comme une perte préjudiciable de la présence et de la force médiatiques à Genève.

Une question surgit: qui va gagner dans cette

«L'information squelettique va s'imposer, au détriment des recherches plus approfondies.»

affaire? Bien sûr, en premier lieu les finances des grands groupes de presse et de la RTS, qui vont pouvoir économiser en centralisant. On ne peut pas défendre «No Billag», demander de moins payer la redevance et s'étonner

qu'une diminution des recettes implique des mesures d'économie; il faut savoir ce qu'on veut.

Il y aura en second lieu un autre effet, qui n'est certes pas programmé: la réduction des rédactions locales au strict essentiel va émousser la volonté des journalistes de fouiller dans les gros dossiers politiques et économiques du canton. Les enquêtes qui nécessitent du temps, donc des moyens, devront se contenter du minimum vital. L'information squelettique va s'imposer, au détriment des recherches plus approfondies. Certains peuvent s'en réjouir, parce que bien souvent la presse a fouillé là où il n'y avait objectivement pas grand-chose; elle a dilaté de minces affaires. Mais en même temps, c'est une part de la liberté démocratique qui vacille si la presse n'a plus les moyens de jouer son rôle. ■

LOI SUR LES ARMES (LArm)

La Suisse joue à se faire peur!



Il n'y a pas à choisir entre nos armes et Schengen

NON A CE DEVELOPPEMENT DE L'ACQUIS DE SCHENGEN!
www.liberte-ouverture.ch

UNE LOI INUTILE

Comme l'a reconnu la Conseillère fédérale en charge du dossier lors de la conférence de presse du 14 février 2019, « il n'y a pratiquement aucun problème avec les armes en Suisse ». La révision soumise au peuple est par conséquent inutile.

SCHENGEN N'EST PAS MENACÉ

Le Conseil fédéral et certains milieux économiques prétendent qu'il faut soit accepter cette révision, soit se voir exclure de Schengen. En réalité, l'accord de Schengen met en place une procédure de négociation pour aplanir les éventuelles divergences.

Notre appartenance à la zone Schengen bénéficie largement à l'UE. Dès lors, on imagine difficilement l'UE renoncer aux avantages que lui procure la Suisse en raison d'un désaccord au sujet d'un élément aussi secondaire du traité. Notre législation suffit largement.

Qui peut croire que l'UE tournera la dos à la Suisse pour si peu ?